

## Consultation de la CRE relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B sur le réseau GRTgaz

Réponse d'EDF

---

23 avril 2012

**Q1. Etes-vous favorable aux principes proposés ci-dessus pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?**

**EDF est favorable aux principes proposés par la CRE pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique.** La proposition de la CRE est en effet de nature à améliorer la liquidité de la zone Nord et à réduire les écarts de compétitivité sur la zone Nord B. Ainsi, en simplifiant l'accès à la zone Nord B et en permettant aux expéditeurs présents sur le PEG Nord H de fournir dans les mêmes conditions des clients connectés au réseau de gaz B, cette fusion permettra de stimuler la concurrence sur cette zone pour un coût qui reste limité.

Concernant la mutualisation des coûts de conversion du gaz H en gaz B, EDF y est favorable dans la mesure où elle permet de supprimer toute distorsion de coût d'accès à la zone B entre fournisseurs historique et alternatifs et d'être cohérente avec la structure des tarifs réglementés de vente. EDF souhaite, par ailleurs, que la plus **grande transparence** accompagne la définition de ces coûts de conversion, ceux-ci devant impérativement refléter les fondamentaux économiques.

**Q2. Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?**

EDF est favorable aux mesures proposées par la CRE pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B. Il est cependant indispensable de mettre en place, comme le propose la CRE, une **tolérance d'équilibrage** pour les expéditeurs émettant sur le réseau B afin d'éviter une pénalisation élevée (1 €/MWh) pour toute quantité en écart par rapport aux prévisions de consommation.

**Q3. Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?**

Comme le souligne la CRE dans son document de consultation, GDF Suez s'est engagé dans le cadre de la procédure de la Commission européenne à continuer le service d'échange de gaz H en gaz B jusqu'au 1er octobre 2024. **Cet engagement doit être maintenu.**

EDF considère que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence pour la sélection du ou des prestataire(s) de flux pourrait être étudiée. Toutefois, compte tenu des contrats long terme existants (transit, approvisionnements) relatifs au gaz B, de la nature, du volume et de la durée de la prestation, **l'organisation d'une mise en concurrence pour la contractualisation de cette prestation pourrait se révéler inadaptée.** Il est en effet très probable qu'un seul expéditeur soit en mesure de présenter une offre couvrant le besoin, ce qui pourrait faire peser un risque de dérive du coût de la prestation.

De plus, comme indiqué à la question 1, il est souhaitable que la plus grande transparence accompagne la définition du prix du service de conversion, et que celui-ci ne fausse pas le jeu de la concurrence. Aussi, il semble que ce prix devrait être fondé sur les coûts effectifs de cette prestation, dûment justifiés et audités par la CRE, étant entendu qu'un coût d'approvisionnement en gaz B supérieur à la moyenne des coûts d'approvisionnements de GDF Suez pour le marché français ne saurait constituer un coût imputable au prix de cette prestation.

**Q4. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?**

EDF n'a pas d'autres commentaires.

\* \* \*